

Conseil d'administration 04-2022 du 13 décembre 2022

Point « Dispositions relatives aux frais de mission des personnels de l'ANCT et invités »

Délibération n° 2022 – 26 du 13/12/2022

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le décret n° 2019-139 du 26 février 2019 modifiant le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;
- Vu l'article 194 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu l'article 1er du décret n° 2019-1190 du 18 novembre 2019 relatif à l'Agence nationale de la cohésion des territoires ;
- Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;
- Vu l'arrêté du 12 juillet 2018 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;
- Vu l'arrêté du 11 octobre 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;
- Vu la note de présentation.

A la majorité des membres présents ou suppléés, décide :

De fixer comme suit les barèmes de remboursement des frais de mission des personnels et intervenants extérieurs missionnés par l'Agence nationale de la cohésion des territoires :

ARTICLE 1 : Remboursement des frais d'hébergement en France métropolitaine et en Outre-mer

Le taux du remboursement forfaitaire des frais d'hébergement, incluant le petit-déjeuner et la taxe de séjour sont les suivants :



		Forfait (TTC)
France métropolitaine	Taux de base	70 €
	Grandes villes et communes de la métropole du Grand Paris	90 €
	Paris et Lyon	110 €
Outre-mer	Martinique, Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin	70 €
	Nouvelle-Calédonie, îles Wallis et Futuna, Polynésie française	90 € ou 10 740 FCFP

Pour les personnels reconnus en qualité de travailleurs handicapés et en situation de mobilité réduite, l'indemnité forfaitaire de nuitée est de 120 € TTC.

Pour des missions présentant des contraintes particulières (hébergement dans un hôtel imposé, saturation du marché hôtelier, colloques, séminaires ou événements particuliers...), le directeur général ou son représentant peut décider de fixer des conditions de remboursement spécifiques. Dans ce cas, les agents sont remboursés aux frais réels, dans la limite de l'indemnité forfaitaire des frais d'hébergement majorée de 30%.

A titre exceptionnel et pour un nombre de 15 missions par an pour toute l'agence, il sera possible de déroger aux plafonds en place pour les nuitées d'hôtel (petit déjeuner compris) en se référant au tarif négocié par l'organisateur d'événements auxquels l'agence participe, tarif négocié qui constituera le plafond maximal autorisé dans la limite des frais réellement engagés. A défaut de tarif négocié, il sera possible de doubler le plafond majoré indiqué au paragraphe précédent, dans la limite des frais réellement engagés.

ARTICLE 2 : Remboursement des missions à l'étranger

Pour les missions à l'étranger, les taux des indemnités de mission sont ceux fixés par l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié. Ils se décomposent comme suit : 65% pour l'hébergement, 17,5 % pour le déjeuner et 17,5% pour le dîner.

Pour des missions présentant des contraintes particulières (hébergement dans un hôtel imposé, saturation du marché hôtelier, colloques, séminaires ou événements particuliers...), le directeur général ou son représentant peut décider de fixer des conditions de remboursement spécifiques. Dans ce cas, les agents sont remboursés aux frais réels, dans la limite de l'indemnité forfaitaire des frais d'hébergement majorée de 30%.

A titre exceptionnel et pour un nombre de 15 missions à l'étranger par an pour toute l'agence, il sera possible de déroger aux plafonds en place pour les nuitées d'hôtel (petit déjeuner compris) en se référant au tarif négocié par l'organisateur d'événements auxquels l'agence participe, tarif négocié qui constituera le plafond maximal autorisé dans la limite des frais réellement engagés. A défaut de tarif négocié, il sera possible de doubler le plafond majoré indiqué au paragraphe précédent, dans la limite des frais réellement engagés.





ARTICLE 3 : Remboursement des frais de repas

Le taux du remboursement forfaitaire des frais de repas en métropole et en Outre-Mer est fixé à 18 € TTC.

Pour la Nouvelle-Calédonie, les Iles Wallis et Futuna et la Polynésie Française, le taux est de 21 € (ou 2 506 FCFP).

ARTICLE 4 : Durée

La présente délibération entre en vigueur au 1^{er} janvier 2023 pour une durée de 3 années.

Fait à Paris, le 13/12/2022

Le président du conseil d'administration
Christophe BOUILLON

